

Voyons maintenant si je puis vous aider à mieux saisir les attitudes du Canada à l'égard des États-Unis grâce à un entretien amical et franc sur les événements économiques qui touchent les relations entre nos deux pays.

Voyons d'abord les faits simples et qui sautent aux yeux. L'ensemble des échanges commerciaux entre nos deux pays dépasse les 25 milliards de dollars par année. Nous sommes les meilleurs clients l'un de l'autre. L'ensemble du commerce que vous pratiquez avec nous est le double de celui que vous réalisez avec le Japon, votre deuxième partenaire commercial le plus important. Chacun de nous investit fortement dans le pays de l'autre; proportionnellement à la population, les investissements canadiens aux États-Unis sont supérieurs aux investissements américains au Canada. Cette affirmation vous semblera sans doute un arrangement très satisfaisant et réciproquement avantageux. Dans l'ensemble, c'est vrai. Toutefois, le piège, car il y en a un, se trouve dans l'écart démesuré qui différencie nos économies. Vous êtes dix fois supérieurs à nous pour ce qui est de la population et onze fois, en ce qui a trait au produit national brut. Ainsi, le degré de propriété canadienne dans l'économie américaine est négligeable. Tandis que les investissements américains au Canada se traduisent par un contrôle américain de 50 p. cent des industries manufacturières canadiennes. Dans certains secteurs, dont celui de l'automobile et des produits pétrochimiques, la proportion de la propriété américaine est beaucoup plus élevée.

Vous constituez le marché de quelque 70 p. cent de l'ensemble de nos exportations. Nous achetons chez vous environ 69 p. cent de nos importations totales. Ces chiffres dénotent jusqu'à quel point sont étroits nos liens économiques. Ils indiquent clairement que chaque fois que Washington, Chicago ou New York éternuent, le courant d'air se propage dans presque toutes les régions du Canada. Au contraire, un virus d'origine canadienne est moins contagieux aux États-Unis.

Parlons maintenant des tendances. La part de nos importations et de nos exportations que prennent les États-Unis a progressé régulièrement au cours des ans, surtout au fur et à mesure que déclinait la proportion des échanges transatlantiques traditionnels. La croissance des investissements américains au Canada a suivi une courbe ascendante encore plus accusée. La part des États-Unis dans les investissements étrangers nets et directs au Canada a atteint récemment entre 80 et 90 p. cent du total.

Si vous faites une projection de ces chiffres pour les quelques prochaines années, compte tenu de la récente accélération de la polarisation économique, il est alors peut-être plus facile de comprendre les craintes du Canada. Vous comprendrez notre grande inquiétude au sujet de la surtaxe de 10 p. cent sur les importations imposée par le Gouvernement des États-Unis en août 1971, afin d'aider à combler le déficit de la balance des paiements.

C'est cette situation économique qui a incité le Gouvernement canadien à entreprendre une réévaluation globale de nos relations avec les États-Unis. Fondamentalement, il nous fallait résoudre un dilemme de taille, à savoir: est-ce que l'état d'interdépendance avec une superpuissance